

Suivi des crédits aux entreprises à La Réunion au 30 juin 2014

A fin juin 2014, l'encours total des crédits aux entreprises réunionnaises déclarés au Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteint 9,4 milliards d'euros, en hausse de 1,3 % par rapport au trimestre précédent et de 6,1 % sur un an. Les crédits mobilisés, qui représentent 85,4 % du total, augmentent de 1,4 %. La progression des crédits à moyen ou long terme ainsi que du crédit-bail (respectivement +2,0 % et +2,1 % sur le trimestre) permet de compenser le recul des crédits à court terme (-1,9 % sur le trimestre), ainsi que des titrisations (-12,9 %). Cette dernière ligne porte cependant sur un montant beaucoup plus faible et ne concerne que les crédits d'équipement aux entreprises ; les titrisations de crédits à l'habitat n'étant pas recensées. Les crédits mobilisables progressent pour leur part de 1,1 %.

Les principaux encours de crédit sont portés par les secteurs des activités immobilières (52,7 % du total des crédits mobilisés et mobilisables), de la construction (10,9 %) et du commerce (10,3 %). Le secteur des activités immobilières contribue faiblement à la hausse globale, avec une augmentation de +0,7 % seulement sur le trimestre (mais +7,9 % sur douze mois). Les plus fortes progressions sur le trimestre sont enregistrées par les secteurs de l'industrie (+3,4 % dont +7,9 % sur l'industrie manufacturière) et de la construction (+3,2 %).

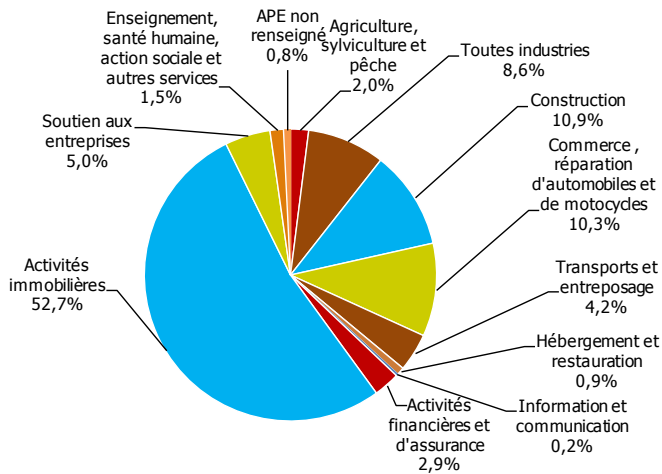
L'encours des crédits destinés aux TPE s'inscrit en baisse de -1,7 % sur le deuxième trimestre. Les crédits octroyés aux grandes entreprises ainsi qu'aux PME continuent par contre de progresser entre mars et juin 2014 (respectivement +0,3 % et +1,0 % sur le trimestre. Ils augmentent un peu plus sensiblement pour les holdings (+3,6 %).

LES ENCOURS DE CRÉDITS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ¹

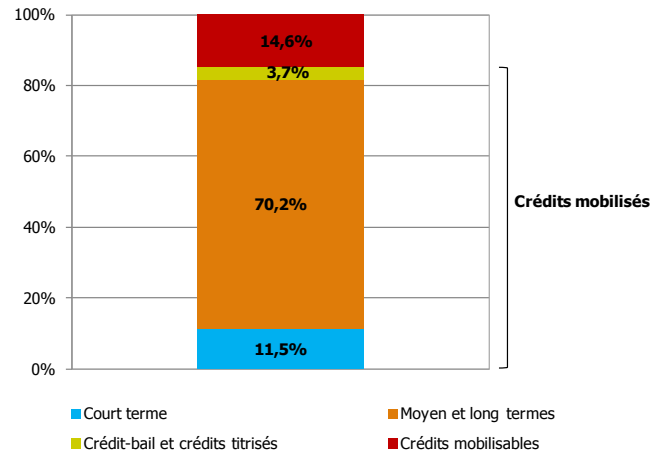
En millions d'euros	Crédits mobilisés			Crédits mobilisables			Crédits mobilisés et mobilisables		
	Encours	Gissement trimestriel	Gissement annuel	Encours	Gissement trimestriel	Gissement annuel	Encours	Gissement trimestriel	Gissement annuel
Agriculture, sylviculture et pêche	177,6	-1,8%	6,8%	10,6	3,2%	42,3%	188,2	-1,5%	8,3%
Toutes industries	691,4	4,5%	15,1%	116,8	-2,8%	0,9%	808,2	3,4%	12,8%
<i>dont industrie manufacturière</i>	<i>211,8</i>	<i>9,3%</i>	<i>6,4%</i>	<i>80,8</i>	<i>4,2%</i>	<i>-0,7%</i>	<i>292,6</i>	<i>7,9%</i>	<i>4,3%</i>
Construction	747,2	2,8%	2,6%	278,9	4,2%	-9,1%	1 026,1	3,2%	-0,9%
Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	717,0	3,9%	1,3%	253,7	-2,8%	5,7%	970,7	2,1%	2,4%
Transports et entreposage	246,0	-6,4%	39,5%	150,5	13,9%	60,1%	396,5	0,4%	46,7%
Hébergement et restauration	74,4	-0,5%	0,9%	6,4	15,3%	72,9%	80,8	0,6%	4,3%
Information et communication	16,1	-19,3%	-30,9%	4,4	-7,6%	-36,7%	20,5	-17,1%	-32,2%
Activités financières et d'assurance	265,2	-0,5%	-11,5%	7,2	5,4%	35,1%	272,4	-0,4%	-10,7%
Activités immobilières	4 486,6	1,1%	8,2%	474,8	-2,8%	5,3%	4 961,4	0,7%	7,9%
Soutien aux entreprises	412,0	1,9%	-8,3%	60,7	10,4%	16,1%	472,6	2,9%	-5,8%
Enseignement, santé humaine, action sociale et autres services	129,0	1,2%	0,1%	10,5	27,2%	10,0%	139,5	2,8%	0,8%
APE non renseigné	71,9	2,5%	3,1%	0,3	-40,6%	-40,6%	72,2	2,3%	0,7%
TOTAL	8 034,5	1,4%	6,1%	1 374,7	1,1%	6,2%	9 409,2	1,3%	6,1%

¹ La répartition sectorielle est basée sur le dernier code d'activité principale (code NAF) connu. L'actualisation annuelle de ces codes peut modifier la répartition des encours par rapport aux publications précédentes (leur mise à jour est appliquée rétrospectivement sur l'ensemble des données).

Répartition des crédits par secteur d'activité

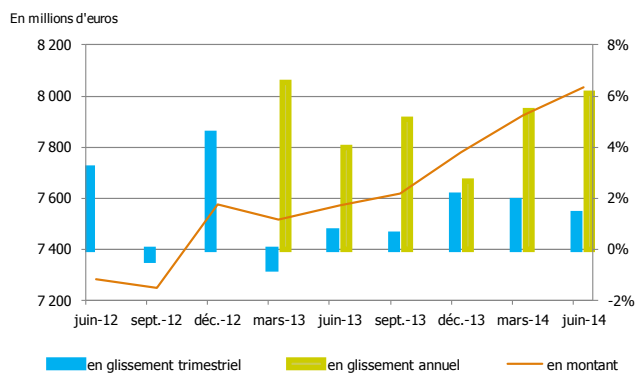


Répartition des crédits par terme

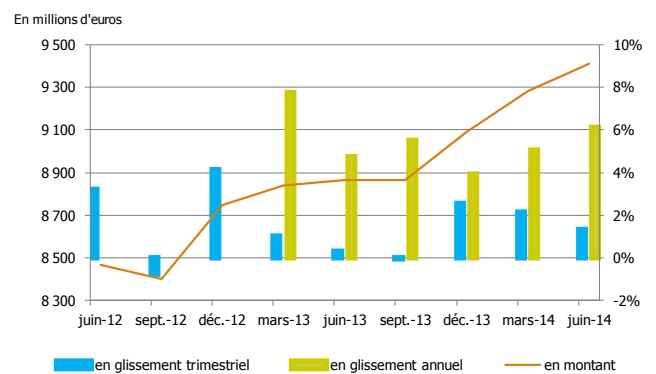


Évolution des crédits mobilisés et des crédits totaux

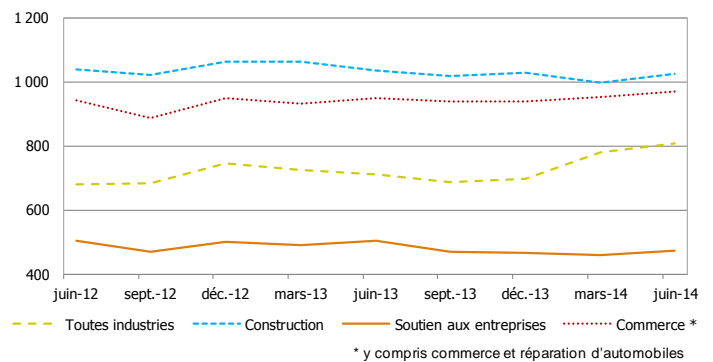
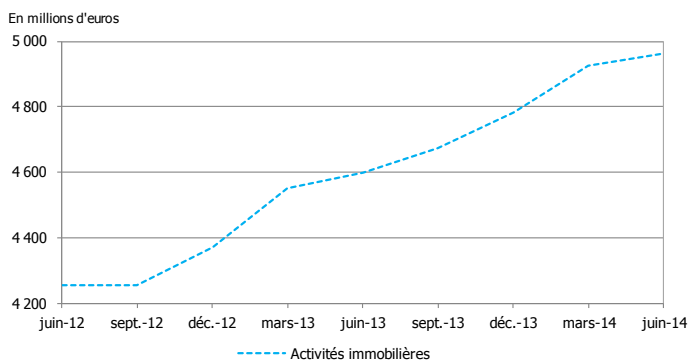
Evolution des crédits mobilisés



Evolution des crédits totaux



Évolution des crédits totaux dans les principaux secteurs d'activité

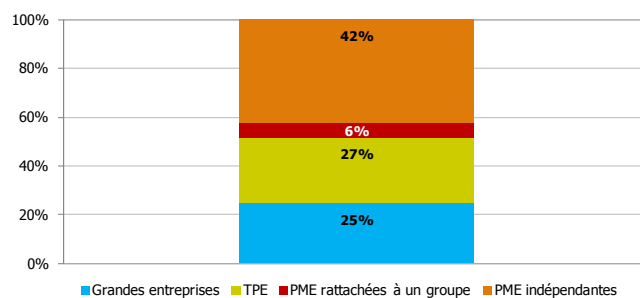
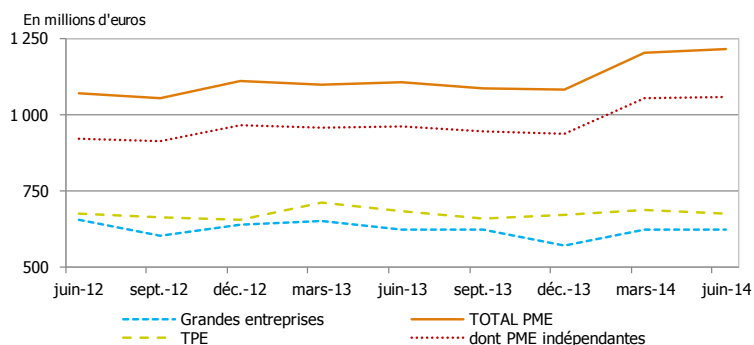


LES ENCOURS DE CRÉDITS PAR TAILLE D'ENTREPRISES

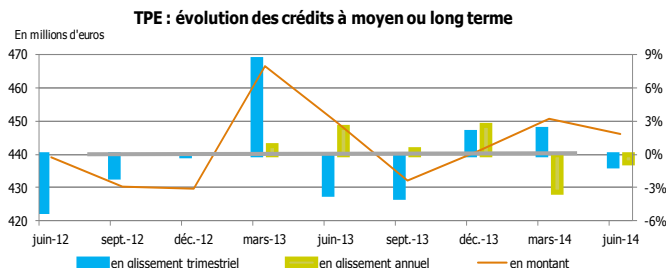
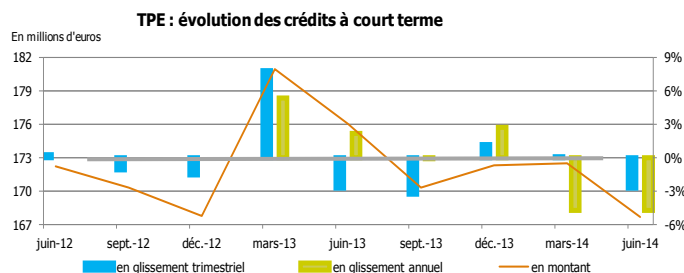
En millions d'euros	Nombre d'entreprises au 30/06/14	juin-13	mars-14	juin-14	Glissement trimestriel	Glissement annuel
Crédits CT		151,2	198,0	189,8	-4,1%	25,5%
Crédits MLT		416,0	368,0	379,3	3,1%	-8,8%
Crédit bail		56,5	55,8	54,7	-2,1%	-3,3%
Divers - crédits titrisés		0,0	0,0	0,0		
Total GE	47	623,7	621,8	623,8	0,3%	0,0%
Crédits CT		300,7	303,1	328,0	8,2%	9,1%
<i>dont PME indépendantes</i>		230,6	231,9	241,8	4,3%	4,9%
Crédits MLT		703,5	835,5	822,5	-1,6%	16,9%
<i>dont PME indépendantes</i>		655,6	783,2	776,2	-0,9%	18,4%
Crédit bail		60,4	61,4	62,9	2,3%	4,1%
<i>dont PME indépendantes</i>		38,8	40,9	42,7	4,3%	10,0%
Divers - crédits titrisés		5,9	4,7	3,6	-22,0%	-38,8%
Total PME	994	1 070,5	1 204,7	1 217,0	1,0%	13,7%
<i>dont PME indépendantes</i>	860	924,9	1 056,0	1 060,7	0,4%	14,7%
Crédits CT		176,0	172,5	167,7	-2,8%	-4,7%
Crédits MLT		448,6	451,0	446,1	-1,1%	-0,6%
Crédit bail		53,5	59,3	58,2	-1,8%	8,7%
Divers - crédits titrisés		6,6	5,0	4,2	-15,8%	-36,1%
Total TPE	6 006	684,8	687,8	676,2	-1,7%	-1,2%
Holding et administrations d'entreprises	261	377,2	318,8	330,2	3,6%	-12,5%
Activités immobilières *	3 660	4 722,8	5 014,8	5 076,3	1,2%	7,5%
Divers	867	92,9	76,5	110,9	44,9%	19,4%
TOTAL Crédits mobilisés	11 835	7 571,9	7 924,5	8 034,5	1,4%	6,1%
<i>Total crédits CT</i>		<i>1 028,8</i>	<i>1 100,3</i>	<i>1 079,6</i>	<i>-1,9%</i>	<i>4,9%</i>
<i>Total crédits MLT</i>		<i>6 187,7</i>	<i>6 478,7</i>	<i>6 608,4</i>	<i>2,0%</i>	<i>6,8%</i>
<i>Total crédit bail</i>		<i>307,4</i>	<i>304,7</i>	<i>311,0</i>	<i>2,1%</i>	<i>1,2%</i>
<i>Total crédits titrisés</i>		<i>48,0</i>	<i>40,8</i>	<i>35,5</i>	<i>-12,9%</i>	<i>-26,0%</i>
TOTAL crédits mobilisables		1 294,8	1 360,3	1 374,7	1,1%	6,2%
TOTAL	11 835	8 866,7	9 284,7	9 409,2	1,3%	6,1%

* y compris promotion immobilière

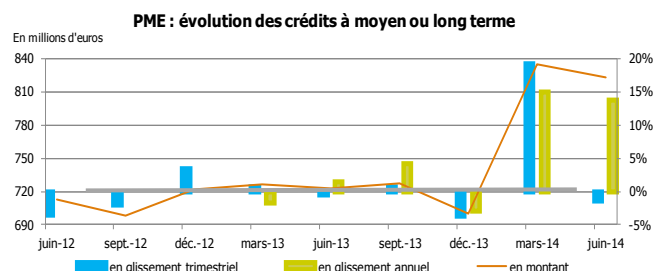
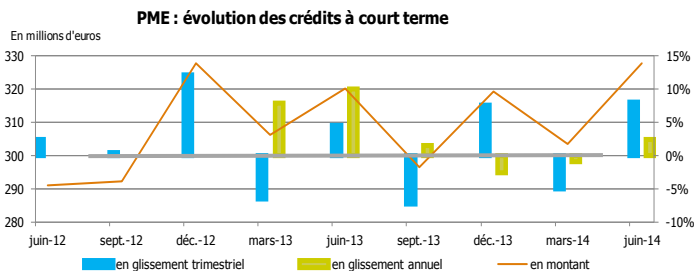
Évolution et répartition des crédits mobilisés par taille d'entreprises



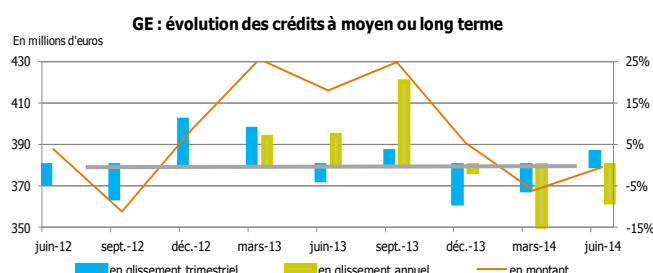
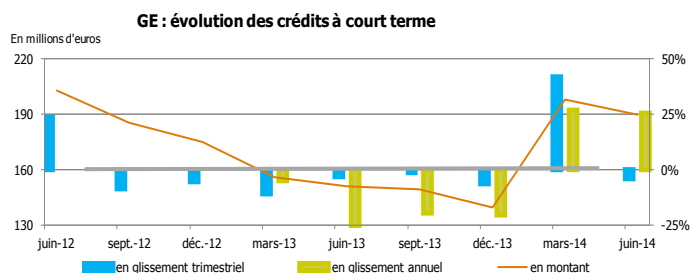
Évolution des crédits mobilisés des TPE par terme



Évolution des crédits mobilisés des PME par terme



Évolution des crédits mobilisés des GE par terme



MÉTHODOLOGIE

Les données utilisées sont établies à partir des déclarations des établissements de crédit au Service central des risques (SCR) de la Banque de France, dès lors que les concours accordés aux entreprises localisées dans les départements d'outre-mer ou les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin dépassent le seuil de 25 000 euros. Les déclarations portent sur les crédits mobilisés (comprenant les crédits à court terme, à moyen et long terme, le crédit-bail et les crédits titrisés) et les crédits mobilisables (partie non utilisée des crédits confirmés et des crédits documentaires, ainsi que la partie non disponible des crédits en compte d'affacturage). Concernant les entrepreneurs individuels, seuls les encours professionnels sont déclarés.

Les entreprises sont classées en plusieurs catégories (classification figée sur un an) en combinant plusieurs critères :

- les **Grandes entreprises** (GE) sont celles dont le niveau d'activité est supérieur ou égal à 50 millions d'euros ou dont l'encours de crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) est supérieur à des niveaux sectoriels (correspondant au plus fort endettement, calculé au niveau du 95^e centile), ou dont le maximum de l'encours de crédits mobilisables sur les 12 derniers mois dépasse 20 millions d'euros ;
- les **Petites et moyennes entreprises** (PME) sont celles dont le niveau d'activité est compris entre 1,5 et 50 millions d'euros ou dont l'encours de crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) est supérieur à 1 million d'euros ;
- les **Très petites entreprises** (TPE) sont celles dont le niveau d'activité est inférieur à 1,5 million d'euros, sous réserve que l'encours des crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) soit inférieur à 1 million d'euros et que le maximum de l'encours mobilisable ne dépasse pas 20 millions d'euros.

Par ailleurs, des regroupements spécifiques sont effectués pour isoler les holdings et les entreprises du secteur « activités immobilières ».